



Communiqué de presse

Informations : +41 61 280 8188
press@bis.org
www.bis.org

23 juin 2019

Les Big Tech dans la finance : opportunités et risques

Si la percée des grands groupes technologiques (« Big Tech ») comme Alibaba, Amazon, Facebook, Google et Tencent dans les services financiers, notamment les paiements, l'épargne et le crédit, pourrait améliorer l'efficacité du secteur et accroître l'accès à ces services, elle s'accompagne également de nouveaux risques, souligne la Banque des Règlements Internationaux (BRI) dans son *Rapport économique annuel*.

Dans un chapitre spécial consacré aux Big Tech dans la finance, la BRI note que ces entreprises offrent de nombreux avantages potentiels, dont l'amélioration de l'efficacité de la prestation de services financiers, la facilitation de l'inclusion financière et la promotion des bénéfices qui en découlent pour l'activité économique.

Cependant, l'entrée des Big Tech dans la finance introduit des éléments supplémentaires dans l'équation risque/avantage. Si certains d'entre eux ont trait à des questions de longue date concernant la stabilité financière et la protection des consommateurs, qui se posent cette fois dans de nouvelles configurations, un enjeu nouveau concerne l'accès des Big Tech aux données de leurs plateformes existantes. Cela pourrait entraîner une évolution rapide du système financier au travers de l'apparition d'acteurs dominants susceptibles de réduire, à terme, la concurrence.

Le rôle des Big Tech dans la finance soulève des questions dépassant les risques financiers classiques, selon la BRI. Traiter ces sujets nécessite de parvenir à un équilibre entre la stabilité financière, la concurrence et la protection des données. Les autorités réglementaires doivent assurer une concurrence équitable en tenant compte de l'étendue de la base de clientèle des Big Tech et des spécificités de leurs modèles opérationnels.



« L'objectif devrait être de répondre à la percée des Big Tech dans les services financiers de façon à pouvoir en tirer les avantages tout en limitant les risques », observe Hyun Song Shin, Conseiller économique et Chef de la recherche à la BRI. « Les politiques publiques doivent embrasser une approche plus complète, qui s'appuie sur la régulation financière, les règles de la concurrence et la réglementation des données privées. »

À mesure que s'accroît la présence des Big Tech dans les services financiers, et ce, au-delà des frontières géographiques et des périmètres réglementaires, les responsables des politiques publiques auront besoin de mécanismes institutionnels pour les aider à travailler et à apprendre ensemble. Les différentes autorités – nationales et internationales – devront se coordonner pour affûter et développer leurs outils réglementaires.

Le chapitre spécial est publié le 23 juin, suivi du *Rapport économique annuel* dans son intégralité et du *Rapport annuel 2018-19* le 30 juin. L'ensemble de ces publications seront disponibles en anglais uniquement.